

DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

R A P P O R T

*Présenté par Messieurs :*

- *DIBY Alphonse*
- *TIABAS HOULAI Bernard*

*Rapporteurs de la Commission.*

NOVEMBRE 1992

# DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

---

La Démocratie et le Développement constituent assurément deux sujets d'actualité.

Si nous sommes amenés à leur consacrer nos réflexions, c'est pour que notre Continent en tire le plus grand bénéfice pour son évolution future.

Dans une première partie, nous allons essayer de cerner les contours et le contenu de ces notions. Nous exposerons ensuite succinctement la situation qui prévaut dans le monde actuel. Enfin nous tracerons à grands traits ce que doivent être la Démocratie et le Développement pour l'Afrique ainsi que le rôle que le Conseil Economique et Social peut jouer dans ce processus.

## I - GENESE ET EVOLUTION DES DEUX CONCEPTS

Depuis près de quatre ans, le Continent africain est agité par des convulsions politiques et sociales, souvent violentes et sanglantes, préluant à l'avènement d'un nouvel ordre social. Cette évolution obéit à des causes internes et à des causes externes.

Les causes internes trouvent leur source dans les difficultés économiques que connaissent presque tous les pays africains depuis une décennie. Ainsi, devant une crise qui perdure, des groupes sociaux très larges viennent à exprimer leurs désaccords sur la façon dont les affaires de l'Etat étaient conduites. Ils dénoncent pêle-mêle la corruption, la mauvaise gestion, le népotisme ainsi que les violations des Droits de l'Homme.

Les causes externes tiennent aux bouleversements que l'Europe de l'Est a connus. Ceux-ci ont eu des repercussions certaines sur la vie sociale et politique en Afrique. Mais il y a aussi ce fait nouveau : les organisations financières internationales ainsi que certains Etats lient leurs concours à la réalisation de réformes politiques conduisant à la Démocratie.

Quelle signification faut-il alors donner aux termes Démocratie et Développement ?

D'une manière générale, la **Démocratie** est définie comme un régime politique dans lequel le peuple détient la souveraineté nationale et exerce le pouvoir par ses représentants élus. Mais que vaut pareille définition par rapport à la réalité, par rapport à son application pratique dans chaque pays, à travers l'espace et le temps ?

En effet, la Démocratie apparaît d'abord en Grèce, selon les données historiques, à la suite de la déposition des Rois. Plusieurs Villes-Etats en font l'expérience. Son modèle achevé est celui d'Athènes où l'assemblée du peuple se tient sur la place publique : l'agora. Seuls les hommes libres y jouissent du droit de citoyen. Les esclaves, les femmes et les étrangers ne participent pas à la vie politique.

Les décisions sont prises par des votes publics, soit par acclamation, soit par des inscriptions dans des coquillages. En réalité ces votes sont manipulés par des clans puissants qui disposent du privilège du savoir et de la richesse. Le Droit de l'Homme est inconnu du système, lequel admet l'esclavage, exclut les femmes et les étrangers. Ceux-ci sont réduits à l'état de métèques. Les citoyens eux-mêmes peuvent être bannis lorsqu'ils perdent les élections ou pour tout autre cause : cas l'Alcibiade.

En outre, ce sont les citoyens qui paient un cens, un impôt qui sont seuls éligibles aux fonctions publiques. Comme on le voit, ce système est loin d'être idéal. Pire encore : on a vu des personnages ne détenant aucun mandat, exercer la réalité du pouvoir pendant des décennies : cas de Périclès et d'autres.

- A Rome, le système appliqué est semblable. A la chute des Rois, les Patriciens, c'est-à-dire les grands propriétaires terriens s'adjugent tous les pouvoirs. Ils siègent au Sénat qui exerce le pouvoir réel. Quant au peuple, il est réduit à l'état de clients représentés par les tribuns de la plèbe qui, de quatre à l'origine, passent à dix en l'an 471.

La Démocratie romaine exclut également les femmes, les esclaves et les étrangers de la vie politique. Plus tard, seules les villes italiennes obtiendront le droit de cité.

- Au moyen-âge, l'expression démocratique disparaît de toute l'Europe. Plus tard, au XIIème siècle, elle renaîtra en Europe du Nord, dans quelques Villes-Etats (la Hanse). Là encore, il s'agira de régimes oligarchiques au profit de la classe des marchands. Bref, partout ailleurs, des Princes, des Rois, voire des Empereurs règnent.

- Au XVIIIème siècle, les Américains, fraîchement émancipés de la tutelle anglaise, organisent leur pays en régime républicain. Ici, également les femmes, les esclaves et les Indiens autochtones sont exclus de l'exercice du pouvoir. Celui-ci est l'apanage des grands propriétaires terriens du Sud et des "nouveaux riches" du Nord : les industriels, les exploitants miniers et les financiers.

Dans ce régime, les représentants du peuple (Congrès) jouissent d'un pouvoir limité ; ils sont en outre fragilisés par le système électoral.

Les Sénateurs, le Président et la Cour Suprême se partagent et exercent le pouvoir réel.

L'un des mérites de ce système est d'avoir écarté tout risque de coup d'Etat militaire.

En Europe Occidentale, l'évolution démocratique a commencé en Angleterre ; elle a culminé avec la Révolution Française.

Dans les deux cas, il s'agit de revendications contre les privilèges de la Noblesse, du Clergé et des Rois, au profit d'une nouvelle classe, celle des bourgeois et des marchands. Tout au long du XIXème siècle et jusqu'en 1945, la classe ouvrière a mené des luttes sanglantes pour arracher des droits.

Car ces fameux "Droits de l'Homme et du Citoyen" proclamés par la Révolution Française ne profitent guère au peuple.

Partout les systèmes électoraux étaient censitaires et oligarchiques.

Un événement d'une portée considérable, la Révolution Bolchévique, va peser sur le cours de ces régimes. Nous verrons plus loin son impact sur les démocraties actuelles.

Il convient à présent d'examiner la notion de Développement. Ce terme est couramment utilisé dans le vocabulaire politique et économique actuel comme un terme fourre-tout. Il faut cependant lui conférer une définition accessible à l'homme ordinaire. Dans cette optique, le Développement doit être entendu comme un processus continu de création et d'accumulation de richesses pour satisfaire les besoins essentiels de la population d'un pays et rendre cette population plus libre et maîtresse de son destin. Il s'agit d'un processus pénible et de longue haleine, assorti d'une évaluation permanente. Comme on le voit, il a besoin de l'adhésion réelle des populations : le développement affranchit l'homme de la faim et de la maladie et le rend plus apte à participer à la vie politique.

Le Développement est une notion récente : c'est en effet à la fin du XIXème siècle qu'il apparaît dans l'enseignement et les écrits des Maîtres Autrichiens. Dans les siècles précédents, on parlait de prospérité. Les périodes de prospérité étaient suivies de phases de déclin plus ou moins longues. Car, la source principale d'énergie employée était la force musculaire de l'homme ou de l'animal. L'emploi de cette énergie requiert la contrainte permanente. Voilà pourquoi tous les systèmes démocratiques que nous avons vus admettaient l'esclavage ou le servage. Ces systèmes ont tous apparu à des phases de prospérité : développement de la production agricole, commerce maritime en expansion, foires commerciales, accroissements des échanges, etc...

A partir du XVIIIème siècle, l'homme a trouvé une nouvelle énergie : la vapeur. Celle-ci est à l'origine de la révolution industrielle. Désormais, la seule limite à la production sera la capacité d'absorption du marché. Même en phase de ralentissement ou de déclin, les infrastructures demeurent.

Dès lors, l'homme peut espérer maîtriser son destin : libéré de la faim et de la maladie, il demande à participer à la vie politique. Il veut orienter le cours des choses dans son milieu et ne plus les subir.

Et nous verrons plus loin que seul un Développement réel rend la Démocratie possible.

## II - DE LA DEMOCRATIE ET DU DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE ACTUEL

Notre monde, assurément, présente un ensemble contrasté où subsistent différents régimes. Cela va de la dictature militaire à l'anarchie, de la démocratie avancée à des démocraties balbutiantes ou tâtonnantes, des Royaumes de droit quasi divin à des Royautés

parlementaires ainsi qu'une gamme variée de régimes dont la qualification n'est pas aisée.

Dans cet ensemble, l'on peut distinguer un premier groupe comprenant les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Europe Occidentale, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Tous ces pays pratiquent ce que l'on appelle la démocratie occidentale qui passe pour être un modèle. Ce régime comporte effectivement de nombreux aspects positifs, entre autres un système politique à plusieurs pouvoirs, la reconnaissance des Droits de l'Homme, les libertés d'opinion, d'expression et d'association (les partis), une société d'abondance.

Toutefois, ce système suscite une course effrénée au pouvoir, une surenchère électorale qui favorise la corruption à tous les niveaux. Il faut signaler enfin que la Démocratie en Occident s'applique à des situations très variées ; certains régimes sont des Royaumes, d'autres des Républiques ou des Empires.

La Démocratie occidentale telle qu'elle nous apparaît est le fruit d'une longue gestation, émaillée de luttes politiques et surtout d'une confrontation décisive avec le régime communiste.

En effet, la naissance en 1917 de la Russie Communiste va susciter une concurrence très forte aux régimes parlementaires et à leur système de production capitaliste. Il a fallu faire des concessions pour séduire les peuples afin de l'emporter sur le Communisme.

Et c'est le lieu de souligner qu'en Europe de l'Est, la Démocratie était proclamée et célébrée ; mais c'était plutôt la parure de la dictature : un univers carcéral omniprésent (les goulags) maintenait les populations dans l'obéissance. Ce régime vient de s'écrouler, mais il est encore trop tôt pour célébrer ses obsèques.

A côté de ce premier groupe de pays démocratiques avancés, apparaît un second groupe de nations démocratiques de fraîche date. Il s'agit souvent de pays à régime autrefois autoritaire, qui à la faveur d'un réel développement s'essaient à la démocratie : ce sont le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, la Malaisie, le Vénézuéla, le Mexique, l'Argentine, le Chili, etc...

Dans ce groupe, le cas du Japon est à part. La Démocratie lui a été imposée par son vainqueur. Il y a pris goût. Son extraordinaire développement aidant, il a fait de la Démocratie, un objectif social.

Quant au reste du Monde, il est dominé par des régimes autoritaires dont certains s'essaient malaisément à l'apprentissage de la Démocratie. Celle-ci est devenue le nouveau critère par quoi l'on reconnaît les nations civilisées. Chaque pays aspire à faire partie de ce cercle étroit.

Il ressort de ce qui précède que les deux groupes de pays mentionnés ont un trait commun dominant : ce sont des pays développés. Leurs sociétés ont subi des transformations quantitatives et qualitatives profondes : leurs populations jouissent d'un niveau de vie élevé, une élite nombreuse et formée dirige les affaires privées et publiques, la liberté d'information est réelle et l'émulation suscite des initiatives et la créativité.

Ce sont des sociétés d'abondance. L'on constate en outre que partout dans ces sociétés, le Développement a précédé la Démocratie.

C'est ainsi qu'en Amérique, l'émergence d'une classe moyenne, nombreuse et aisée, a permis de changer la nature du régime. Sous la pression des citoyens, la Cour Suprême, par une approche pragmatique et à l'occasion de procès célèbres, a donné un contenu réel aux droits des citoyens.



En Europe, c'est l'apparition de cette classe moyenne qui a favorisé l'avènement de la Démocratie.

La même évolution se fait dans les nouveaux pays qui accèdent à ce système. Le Développement n'est cependant pas l'apanage des seuls Etats démocratiques. Notre monde recèle de très nombreux pays à régime autoritaire ou dictatorial qui réalisent des performances économiques remarquables. L'on voudra bien nous dispenser de les citer.

Il y a également dans le Tiers-Monde, des nations certes sous-développées où la Démocratie a fait ses preuves : cas de l'Inde par exemple. C'est alors naturellement que l'on en vient à s'interroger au sujet de l'Afrique.

### III - QUELLE DEMOCRATIE ET QUEL DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE ?

#### a) Quelle Démocratie pour l'Afrique ?

Avant la colonisation européenne, l'Afrique connaissait une variété de régimes : des Principautés, des Royaumes, des Empires, mais aussi des démocraties. Il faut à cet égard souligner que le régime traditionnel est fondamentalement démocratique : l'arbre à palabre en est le symbole. Les notables qui se réunissent autour du Prince ou du Roi sont des Chefs de clans puissants. L'objet de ces réunions est de prendre des décisions obligatoires pour tous, à la suite de très longs débats : c'est la recherche du CONSENSUS pour assurer la paix sociale et la stabilité. Ce système est d'application pratique et convient parfaitement au tempérament africain.

A l'époque coloniale, il sera ravalé au rang de coutumes surannées. Les assemblées villageoises deviennent de simples chambres d'enregistrement des décisions prises ailleurs. Les Chefs et notables sont les auxiliaires de l'Administration : ils sont désignés par le pouvoir colonial et révoqués de la même façon.

Le défaut essentiel de ce système africain est l'ignorance des Droits de l'Homme en tant qu'individu : il privilégie les groupes. Il exclut les esclaves et les étrangers du débat politique. Néanmoins, il instaure une bonne démocratie économique : il favorise la production, l'épargne et une répartition équitable du fruit du travail commun. On ne gouverne pas par la richesse. On n'obtient pas des décisions à coup d'argent.

Après les indépendances, l'élite africaine installée au pouvoir par les anciens colonisateurs a répudié l'Afrique. Elle a adopté des systèmes dits "modernes" où le pouvoir du Prince ne connaît pas de contrepoids. Au plan intérieur, il était repressif dans la plupart des Etats. Au plan extérieur, il était servile et soumis à ses mentors. C'est le lieu de souligner que les Constitutions adoptées par les Etats africains au moment des indépendances ont, toutes, été élaborées dans les Chancelleries des Puissances de tutelle, sans consultation aucune des populations locales. Et c'est ce système qui est à la base de la ruine des Etats africains.

Dans la mise en oeuvre du processus démocratique des temps modernes, l'Afrique doit se souvenir de ce qui a fait sa force et son originalité propres. Les modèles importés posent souvent des problèmes d'adaptation ; ces modèles risquent de conduire à des désillusions, si l'on prend goût à l'imitation servile.

Il n'y a pas de honte à être différent des autres ; c'est dans ces conditions que l'enrichissement mutuel s'avère possible. Certes l'Afrique a beaucoup à recevoir des autres nations, mais au rendez-vous du donner et du recevoir, elle n'ira pas les mains vides.

Voici donc la réponse à la question posée ci-dessus : la démocratie africaine sera celle de la faculté de synthèse des Africains, celle de leur génie pour assimiler et maîtriser les valeurs universelles, sans renier les leurs propres.

Nous allons à présent traiter du Développement pour l'Afrique.

b) Quel Développement faut-il promouvoir pour l'Afrique ?

De 1960 à 1980, l'Afrique se trouvait dans une situation euphorique, plaçant tous ses espoirs dans un DEVELOPPEMENT MIROITE. Les modèles économiques et les théories de modernisation avaient répandu partout l'enthousiasme. Les forts taux de croissance connus dans certains pays (de 6 à 8 %) avaient fini par convaincre plus d'un décideur politique du Continent, qui avait également l'appui de ses alliés d'Europe et d'Amérique du Nord dont la conviction était faite : à savoir que la croissance économique serait source de Développement.

Mais hélas, à partir des années 1980, l'Afrique est assaillie par un cortège de désillusions. Au lieu du développement annoncé, on constate :

- des inégalités sociales croissantes avec un appauvrissement plus grand des populations déjà pauvres,
- des désastres écologiques,
- une dépendance chronique vis-à-vis de l'extérieur,
- une économie rurale vulnérable, parce que fondée sur des bases de moins en moins maîtrisées par les agriculteurs.

Pour réagir contre le schéma des années 1960 à 1980, on s'est mis à proposer des remèdes :

- développement intégré,
- développement participatif,
- développement auto-centré,
- développement durable etc...

On indique aujourd'hui que l'absence de Démocratie est un obstacle majeur au Développement. La débacle d'un grand nombre de régimes à Parti unique semble accréditer la thèse selon laquelle la démocratisation de la vie nationale permettra un développement économique.

Bien plus, l'Occident a posé comme condition préalable à la poursuite de son aide, l'instauration de la Démocratie. Ses bras séculiers que sont certains Organismes Financiers Internationaux ont, à cet effet, mis sous tutelle presque tous les Etats Africains dans le cadre de différents programmes d'ajustement structurels. Ces programmes sont de véritables "galères" et sont loin de répondre aux aspirations des populations.

En effet, la notion de Développement fait appel à la recherche, par l'homme de la qualité de la vie. Cela suppose une volonté politique affirmée, pour la mobilisation des ressources humaines et matérielles dont recèle le pays.

La seule condition à laquelle il faut avoir recours, réside dans le mode de production et dans l'organisation sociale retenus. Là encore, il faut éviter de plaquer les modèles importés dont l'impact économique s'avère souvent discutabile et superficiel.

De même que la Démocratie est un instrument de participation collective, de même le Développement requiert la participation de tous à la construction nationale, par un engagement individuel et collectif. L'appel à une large concertation pour dégager les priorités nationales mettant l'accent sur un volume de production susceptible de couvrir les besoins du pays, l'exploitation rationnelle des ressources disponibles; dans la transparence et sans tricherie aucune, permettraient à la nation de piloter son développement à partir de ses forces vives. Il faudra, comme dans les pays asiatiques, encourager l'industrialisation pour couvrir les besoins locaux et pour exporter.

C'est dans la mesure où chaque citoyen se sentira impliqué par son talent, son intelligence et sa compétence qu'un développement auto-centré sera possible et durable. C'est aussi dans la mesure où chacun sentira que ce qui est fait, l'est, en faveur du plus grand nombre dans l'équité, qu'apparaîtra le sentiment de fierté d'être, à la fois l'artisan et l'acteur de son propre destin. Ce sentiment créera une dynamique participative.

En définitive, le jeu démocratique bien compris, peut permettre une telle mobilisation des énergies pour asseoir un développement véritable.

#### c) Du Conseil Economique et Social

La concertation nationale que nous avons évoquée ci-dessus peut être animée par les membres des Institutions du pays. Nous pensons particulièrement au Parlement et au Conseil Economique et Social, pour conduire les réflexions sur les projets de développement.

Un Conseil Economique et Social nous paraît bien indiqué, de par sa composition, pour animer de telles réflexions.

En effet, ce Conseil Economique et Social ou Organisme similaire a dans son sein de nombreuses compétences de tous les horizons du savoir qui en font une chambre particulièrement qualifiée, à laquelle il appartient de fouiller, d'ajuster la politique économique et sociale du Gouvernement à la conjoncture et de veiller à ce qu'elle corresponde aux espérances des populations. En dehors des avis requis, le Conseil Economique et Social peut, par des saisines propres, conduire des recherches dont la qualité s'imposerait à tous et en premier lieu, aux décideurs.

Le brassage intellectuel qui s'opère en son sein permet, non seulement une collaboration fructueuse des différentes catégories professionnelles, mais leur participation active et étroite à la politique économique et Sociale de la Nation. Certains de ses avis étant obligatoires, avant décision, en particulier ceux portant sur les projets de lois-programmes, ces prérogatives le mettraient dans une situation incontournable au regard des activités économiques et sociales nationales.

Dès lors, le Conseil Economique et Social a un rôle important à jouer pour approfondir la réflexion sur le développement en vue de l'orienter. En d'autres termes, il constitue un relai nécessaire dans l'élaboration des programmes de développement nationaux, dans des études afférentes aux politiques d'intégration régionale et sous-régionale. Il peut être chargé de l'évaluation permanente des programmes adoptés par la nation.

Considéré sous cet angle, le Conseil Economique et Social peut être également une cellule permanente d'analyses de la vie économique et sociale, en ce sens, qu'il sera non seulement un instrument de conseil et d'avis, mais aussi une conscience éveillée du décideur, ainsi qu'un centre de réflexion et d'échange sur les problèmes du développement.

## C O N C L U S I O N

Les évènements actuels placent le Continent Africain dans une situation particulière au regard de l'Histoire. Nous avons vu que partout le Développement a précédé la Démocratie.

Pour réussir une promotion humaine et sociale durable, nos Etats doivent conjuguer les deux notions. Nos populations doivent participer à la vie politique et se mobiliser pour produire davantage. Ce faisant, elles doivent garder à l'esprit que la seule recherche des biens matériels n'est pas le Développement et que pour réaliser tout "l'Homme", il faut également assumer sa dimension culturelle et spirituelle.

C'est en cela que nous resterons fidèles à l'Afrique./-